



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

08/01/2026

Non à la marche vers la guerre.

Grève générale pour: les salaires, la paix, la liberté !

Faire payer la crise au monde du travail, à la jeunesse voilà ce que Macron a confirmé dans ses vœux de 2026 réaffirmant ses choix stratégiques clés autour de la militarisation, préparant une nouvelle escalade militariste et austéritaire: service national volontaire, contrôle des réseaux sociaux, investissement dans les armées... Deux Français sur trois n'ont pas regardé les vœux présidentiels.

Affaibli, discrédité, profondément impopulaire le rejet envers lui n'a jamais été aussi fort depuis 2017 : 25 % de satisfaits, son niveau le plus bas. Face à l'offensive du capital et de ses serviteurs il est urgent de remettre la lutte de classe à l'ordre du jour contre eux en s'organisant dans les luttes afin de battre sa politique austéritaire.

L'augmentation des salaires, une nécessité!

Ce passage à la nouvelle année annonce un certain nombre de hausses: le prix moyen du timbre + 7,4 %, l'abonnement annuel de gaz + 13 €, plusieurs euros de hausse pour consulter les médecins libéraux spécialistes, le pass Navigo mensuel dans les transports parisiens + 2 €, hausse des mutuelles, du carburant... Le Smic, lui, n'augmente que de 1,18 %. Les prix ont augmenté de 20 % en neuf ans. Les prix de l'énergie ont augmenté de presque 60 %, ceux de l'alimentation de plus de 30 %. Ces deux postes pèsent lourd dans les budgets des classes populaires. Les pertes récentes de pouvoir d'achat ont ramené les travailleurs onze ans en arrière⁽¹⁾!

Concernant les 20 % de ménages dont le niveau de vie est le plus faible : 38,5 % de cette population se trouve en situation de privation, 53,8 % ne peut pas financer une semaine de vacances par an hors du domicile, 23,3 % ne peut pas se payer un repas avec de la viande ou du poisson, 21,9 % ne peut pas maintenir leur logement à une température normale: l'urgence est donc bien d'augmenter les salaires.

Pour les capitalistes, l'année 2025 est un bon cru. Tout va très bien du côté des milliardaires, toujours plus nombreux. Les 10 % des plus riches concentrent pratiquement la moitié de tout le patrimoine en France ! 1 % de ceux-ci possèdent à eux seuls 15 % du patrimoine total et un cinquième du patrimoine financier ! Les décisions stratégiques sont prises par une poignée de ces personnes afin de servir leurs intérêts... La question de la propriété de l'entreprise est donc incontournable pour changer radicalement de cap économique. En même temps, il est nécessaire, impératif d'arracher l'appareil d'Etat aux capitalistes et à leurs représentants. C'est la condition indispensable permettant de construire une société au service des travailleurs avec des droits et des pouvoirs pour intervenir à tous les niveaux économique, social, politique : une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les réductions massives de prélèvements sur les entreprises ont servi à soutenir les profits et les dividendes. Le rapport Ires-Clersé commandé par la CGT montre le scandale budgétaire : près de 200 milliards d'euros (211 milliards selon un rapport du Sénat sorti en juillet 2025) d'aides publiques (7,2 % du PIB) sont versés chaque année aux entreprises privées, sans aucune condition, aucun contrôle. Cela représente un quart du budget de l'Etat, les entreprises perçoivent leurs aides au travers de plus de 2 000 dispositifs, sans aucune contrepartie, ni ciblage, ni contrôle et elles ne créent pas d'emploi.

Le monde avance à grand pas vers la guerre en s'engageant à marche forcée dans la course à la militarisation.

Les affrontements au sein du système impérialiste frappent les travailleurs. Les plans de licenciements se multiplient et les conditions de travail et de salaire s'aggravent pour ceux qui gardent un emploi. Et quand l'argent de l'État va à l'armement, aux porte-avions, cela signifie encore moins de moyens pour la santé, l'école ou les transports. La jeunesse, déjà frappée par la précarité et la crise se voit destinée à devenir de la chair à canon. Combien de millions de personnes, d'enfants ont été tués dans les multiples conflits? Combien sont menacées par la famine et la maladie dans les ruines ou les camps de réfugiés ? Les milliards accumulés par les capitalistes qu'ils défendent bec et ongles sont le fruit de l'exploitation des travailleurs. Nous dénonçons cette militarisation et la montée de l'autoritarisme et refusons cette marche à la guerre, construisons une mobilisation large contre la guerre.

Budget de la Sécu : le Conseil constitutionnel valide l'austérité contre la santé et les travailleurs

Donnant son feu vert au budget de la Sécurité sociale 2026 le conseil entérine les coupes budgétaires, les restrictions sur les arrêts maladie et nouvelles attaques contre les travailleurs et les assurés. Dirigé par le macroniste Richard Ferrand, le conseil apporte un blanc-seing aux principaux articles du projet prévoyant de réaliser toujours plus d'économies sur le dos des travailleurs, avec la complicité du PS, de EELV et de LFI. Patrons et politiques de gauche comme de droite ou d'extrême droite partagent les orientations du pouvoir. Le capital s'attaque systématiquement et brutalement aux conquêtes sociales arrachées par la lutte.

Le conseil constitutionnel a notamment validé la limitation de la durée maximale des arrêts de travail : une mesure mettant en danger la vie des travailleurs. [La France détient en Europe le titre de “championne” des morts au travail pour 2025.](#)

Le conseil constitutionnel démontre qu'il n'est pas du côté des travailleurs et des classes populaires mais qu'il constitue bien un des piliers du capital et de ses serviteurs au pouvoir afin de soutenir les pires attaques contre nos droits.

Mettons au centre des débats : la grève comme moyen, outil et arme fondamentale des travailleurs.

N'acceptons pas les budgets austéritaires violents, la poursuite du pillage des comptes publics par le patronat, l'État et le gouvernement.

Imposons notre propre *tempo* des luttes et sortons des agendas, des institutions parlementaires, gouvernementales, patronales avec comme objectif d'aller vers une mobilisation de masse, de bloquer l'économie pour dégager définitivement les plans austéritaires dont le but est de continuer à financer la militarisation et les milliards de cadeaux au patronat.

La grève et la mobilisation dans la rue sont les seuls moyens de construire un rapport de force capable de stopper le gouvernement, ses complices et le patronat dans leurs attaques. [Partout, les salariés montrent qu'ils ne lâchent rien.](#) Le mouvement « *Bloquons Tout* » a montré le potentiel d'une mobilisation capable d'agir avec des revendications économiques contre l'austérité. Il a aussi révélé la crainte qu'inspire au gouvernement une mobilisation large et radicale rassemblant travailleurs, jeunesse et ceux des agriculteurs qui luttent pour leur survie.

Le patronat et le gouvernement ne connaissent que le langage du rapport de force et de classe, seule la paralysie de l'économie et de la société tout entière, dans la durée, les fera reculer et céder.

Dans ce processus de lutte se pose la question du renforcement d'un parti révolutionnaire comme une nécessité absolue afin de renverser la société capitaliste, son exploitation et ses guerres.

⁽¹⁾En 2022, les catégories les plus impactées sont les femmes (13,6 %), les employés (18,7 %), les ouvriers (20,3 %), les ménages avec famille monoparentale (28,1 %) ou les privés d'emploi (37,7 %).